

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

## DE

# MAURITANIE



**BIMENSUEL**  
Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois

Traduction française

15 Juin 1991

33<sup>e</sup> année

N° 760

### Sommaire

#### I - LOIS ET ORDONNANCES

20 mai 1991	Ordonnance n° 91-11 autorisant la ratification du contrat de financement signé le 11 avril 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'investissement (BEE)	372
20 mai 1991	Ordonnance n° 91-12 autorisant la ratification de la convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MGI) signée par la République Islamique de Mauritanie le 10 avril 1991 au siège de la Banque Mondiale à Washington	373
15 juin 1991	Ordonnance n° 91-13 portant approbation de la convention particulière entre la République Islamique de Mauritanie (R.I.M.) et la société des Mines d'Or d'Akjoagl (M.O.R.A.K.)	374

#### II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

##### Ministère de la Défense Nationale

<i>Actes divers</i>		
20 avril 1991	Décision n° 386 portant admission à la retraite de certains hommes de troupes	375
20 avril 1991	Décision n° 387 portant admission à la retraite de certains sous-officiers de l'Armée Nationale	376
15 mai 1991	Arrêté n° 0227 portant désignation des membres d'une commission de réforme	377

##### Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération

<i>Actes réglementaires</i>		
20 mai 1991	Decret n° 041-91 portant ratification du contrat de financement signé le 11 avril 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'Investissement (BEE)	374
<i>Actes divers</i>		
26 mai 1991	Decret n° 91-086 portant nomination d'un ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie auprès du Royaume de Belgique	378

**Ministère de la Justice***Actes divers*

28 avril 1991	Arrêté n° R-083 fixant la liste des magistrats intermédiaires autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration du 06 avril au 06 juillet 1991.	374
28 avril 1991	Arrêté n° R-084 fixant la liste des magistrats intermédiaires autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration.	376
29 mai 1991	Decret n° 91-088 portant nomination de deux fonctionnaires au Ministère de la Justice.	378
29 mai 1991	Decret n° 91-089 portant nomination de certains fonctionnaires au Ministère de la Justice.	379

**Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications***Actes réglementaires*

5 juin 1991	Decret n° 91-092 portant création d'un groupement spécial de maintien de l'ordre et de compagnies régionales de maintien de l'ordre et fixant les indemnités allouées à certains responsables de ces formations.	379
-------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

*Actes divers*

29 avril 1991	Arrêté n° 198 fixant la liste des candidates admises au concours de recrutement d'élèves inspectrices et agents de police session 1991.	379
9 mai 1991	Arrêté n° 211 portant intégration d'un ex-agent de police.	380
29 mai 1991	Arrêté n° 257 portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 031 du 26 janvier 1991 portant nomination des secrétaires généraux des communes.	380

**Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime***Actes Réglementaires*

15 mai 1991	Arrêté n° R-95 portant fermeture d'une zone de pêche.	381
-------------	-------------------------------------------------------	-----

*Actes divers*

30 avril 1991	Arrêté n° R-85 déterminant la composition de la commission mixte chargée de la conclusion d'une convention collective maritime.	381
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

**Ministère des Mines et de l'Industrie***Actes divers*

19 avril 1991	Arrêté n° R-065 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de Yaourt à Nouakchott.	381
19 avril 1991	Arrêté n° R-066 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de bougnons à Nouakchott.	382
19 avril 1991	Arrêté n° R-068 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de set genome à Nouakchott.	382
19 avril 1991	Arrêté n° R-069 portant autorisation d'installation d'une boulangerie à Kiffa.	382
23 avril 1991	Arrêté n° R-075 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication d'eau de javel et vinaigre à Nouakchott.	383
27 avril 1991	Arrêté n° R-078 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de produits cosmétiques à Nouakchott.	384
28 avril 1991	Arrêté n° R-081 portant autorisation d'installation d'une boulangerie à Nouakchott.	385
28 avril 1991	Arrêté n° R-082 portant autorisation de la Société Mauritanienne de Chausseries (S.M.C.) à fabriquer certains produits.	385
29 mai 1991	Arrêté n° R-99 portant autorisation de fabrication d'eau de javel, acide, produits d'entretien et des bouteilles en P.V.C. à Nouakchott.	384
29 mai 1991	Arrêté n° R-100 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de tires-presses à Nouakchott.	384

**Ministère de l'Équipement et des Transports***Actes divers*

14 mai 1991	Decret n° 91-083 portant nomination d'un ingénieur au ministère de l'Équipement et des Transports.	384
29 mai 1991	Decret n° 91-087 portant nomination de certains fonctionnaires en service au Ministère de l'Équipement et des Transports.	384

**Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme***Actes Réglementaires*

5 juin 1991	Decret n° 91-093 portant réglementation de l'importation, de distribution et du stockage du riz.	385
-------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports***Actes Réglementaires*

13 mai 1991	Arrêté n° R-094 portant homologation d'un diplôme national.	386
29 mai 1991	Arrêté n° 254 rapportant certaines dispositions des arrêtés R - 218 du 3/05/1982, R - 112 du 29/11/1983 et R - 153 du 2/10/1985 portant équivalence de diplômes.	386

*Actes divers*

9 avril 1991	Arrêté n° 163 portant nomination et titularisation d'un écrivain journaliste.	386
9 avril 1991	Arrêté n° 165 portant nomination et titularisation d'un technicien supérieur de santé.	386
22 avril 1991	Arrêté n° 186 portant nomination et titularisation de certains élèves sortant de L'ENS (promotion 1990).	386
28 avril 1991	Arrêté n° 191 portant nomination et titularisation d'un technicien supérieur de santé.	387
28 avril 1991	Arrêté n° 192 portant nomination et titularisation d'un ingénieur statisticien.	387
28 avril 1991	Arrêté n° 195 mettant certains fonctionnaires à la retraite.	387
28 avril 1991	Arrêté n° 196 portant nomination et titularisation d'un administrateur civil.	387
4 mai 1991	Décision n° 0391 portant cessation de fonction pour cause de décès d'un agent auxiliaire.	387
6 mai 1991	Arrêté n° 208 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.	387
6 mai 1991	Arrêté n° 209 portant réintégration d'un ancien fonctionnaire.	387
14 mai 1991	Decret n° 91 - 084 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports.	388
18 mai 1991	Arrêté n° 226 portant réintégration d'un fonctionnaire.	388
22 mai 1991	Arrêté n° 234 portant nomination du président du comité national provisoire chargé de gérer et développer le football.	388
22 mai 1991	Arrêté n° 236 portant licenciement d'un fonctionnaire.	388
22 mai 1991	Arrêté n° 237 constatant la cessation de fonction pour cause de décès d'un professeur de collège.	388
22 mai 1991	Arrêté n° 238 portant licenciement d'un fonctionnaire.	388
22 mai 1991	Arrêté n° 239 portant nomination et titularisation d'un adjoint en médecine.	388
29 mai 1991	Arrêté n° 248 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine.	388
29 mai 1991	Arrêté n° 255 portant nomination et titularisation d'un médecin.	388
29 mai 1991	Arrêté n° 256 portant titularisation d'un professeur licence stagiaire.	388

**Ministère du Développement Rural***Actes divers*

5 juin 1991	Decret n° 91-091 modifiant l'article 1er du décret n° 89-077 du 30 mai 1989 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'École Nationale de la Formation et de la Vulgarisation Agricoles de Kaedi.	389
-------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

**Ministère de l'Information***Actes divers*

14 mai 1991	Decret n° 91-085 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de l'Information.	389
-------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------	-----

**III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION****IV - ANNONCES**

## I - LOIS ET ORDONNANCES

**ORDONNANCE n° 91-11 du 20 mai 1991 autorisant la ratification du contrat de financement signé le 11 avril 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'Investissement (BEI).**

Le Comité Militaire de Salut National a délibéré et adopté ;  
Le Président du Comité Militaire de Salut National, Chef de l'Etat promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER** - Le président du Comité militaire de Salut National, chef de l'Etat, est autorisé à ratifier le contrat de financement conclu entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le 11 avril 1991 à Luxembourg d'un montant de (5.000.000) cinq millions d'eus soit cinq cent millions (500.000.000) d'ouguiyas environ destiné au projet d'exploitation de M'Haoudat.

**ART.2** - La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 20 mai 1991  
Pour le Comité Militaire de Salut National  
Le Président  
Colonel MAAOUYA OULDISID'AHMED TAYA

**ORDONNANCE n° 91-12 du 20 mai 1991 autorisant la ratification de la convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MAGI) signée par la République Islamique de Mauritanie le 10 avril 1991 au siège de la Banque Mondiale à Washington.**

Le Comité Militaire de Salut National a délibéré et adopté ;  
Le Président du Comité Militaire de Salut National, Chef de l'Etat promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER** - Le président du Comité militaire de Salut National, chef de l'Etat, est autorisé à ratifier la convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MAGI) signée par la République Islamique de Mauritanie le 10 avril 1991 au siège de la Banque Mondiale à Washington.

**ART.2** - La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 20 mai 1991.  
Pour le Comité Militaire de Salut National  
Le Président  
Colonel MAAOUYA OULDISID'AHMED TAYA

**ORDONNANCE n° 91-13 du 3 juin 1991 portant approbation de la convention particulière entre la République Islamique de Mauritanie (R.I.M.) et la société des Mines d'Or d'Akjoujt (MORAK).**

Le Comité Militaire de Salut National a délibéré et adopté ;  
Le Président du Comité Militaire de Salut National, Chef de l'Etat promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER** - Est approuvée la convention particulière signée le 19 mai 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Société des Mines d'Or d'Akjoujt (MORAK).

**ART.2** - La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 3 juin 1991  
Pour le Comité Militaire de Salut National  
Le Président  
Colonel MAAOUYA OULDISID'AHMED TAYA

## Ministère de la Défense Nationale

## ACTES DIVERS

**DECISION n° 356 du 29 avril 1991 portant admission à la retraite de certains hommes de troupe.**

**ARTICLE PREMIER** - Les hommes de troupe dont les noms et matricules suivent des formations suivantes, sont admis, pour convenance personnelle, à faire valoir leurs droits à la pension de retraite à compter des dates ci après :

noms et prénoms	grade	n°	région milit.	date radiation	situation famille	durée service	âge
Sarr Mamadou Oumar	col	78 049	7° RM	14/1/91	marie	15 A 5M 13J	53 A
Kane Amadou Demba	1° CL	78 039	DIRART	13/2/91	marie	15 A 5M 12J	53 A
Moctar <i>ou</i> Mohamed Lemine	1° CL	78 534	DIRART	12/1/91	marie	15 A 4M 11J	53 A

ART. 2 - Les hommes de troupes dont les noms et matricules suivent, sont admis par mesure disciplinaire, à faire valoir leurs droits à la pension de retraite à compter des dates ci-après :

noms et prénoms	grade	n°	région milit.	date radiation	situation famille	durée service	âge
Leknaïth <i>ou</i> Mohamed	2° CL	74 013	DIRART	1/1/91	marie	19 A 7M	41 A
Mamadou Alpha	Col	74 297	SAG	03/2/91	marie	15 A 6M 5J	57 A

ART. 3 - Le chef d'Etat-Major National est chargé de l'exécution de la présente décision.

*DECISION n° 387 du 29 avril 1991 portant admission à la retraite de certains sous-officiers de l'Armée Nationale.*

CHIFFRE D'INTERMILIT. - Les sous-officiers dont les noms et matricules suivent des formations suivantes, sont admis à la retraite par mesure disciplinaire personnelle à compter des dates ci-après :

noms et prénoms	grade	n°	formation	date libération	situation famille	durée service	âge
Tach <i>ou</i> Knaïfa	Sgt	70 091	BCS	12/3/91	marie	15 A 7M 27J	41
Traoré Magha	Sgt	74 146	DIRMAR	14/11/90	marie	16 A 10M 11J	50 A
Cherkh <i>ou</i> Mahmoud	Sgt	74 232	2° RM	21/3/91	marie	16 A 13M 20J	50 A
Aw Mamadou Demba	Sgt	74 027	2° RM	15/12/90	marie	16 A 9M 13J	50 A
Khatira <i>ou</i> Med. Zahav	Sgt	72 322	6° RM	30/12/90	marie	15 A 3M 29J	

ART. 2. - Le Sous-officiers dont les nom et matricule suivent, de la 3<sup>e</sup> RM est admis à la retraite par mesure disciplinaire à compter de la date ci-après :

noms et prénoms	grade	mle	formation	date libération	situation famille	durée service	âge
Bechir o. Med. Mahmoud	S/C	73 220	3 <sup>e</sup> RM	21/11/90	marie	16A 4M 29J	37A

ART. 3. - Le chef d'Etat-Major National est chargé de l'exécution de la présente décision.

*ARRETE n° 0227 du 19 mai 1991 portant désignation des membres d'une commission de réforme.*

ARTICLE PREMIER. - Sont désignés président et membres de la commission de réforme les officiers dont les noms suivent :

*Président :*

Commandant Ahmed ould Ahmed Chein, directeur du service de santé de l'Armée Nationale.

*Membres :*

Le médecin commandant Le Roy, médecin chef de l'infirmerie de garnison à Nouakchott.  
Le Capitaine Moctar ould Rolle, commandant la CQG, à l'Etat-Major National.

ART. 2. - Sont tenus obligatoirement d'assister aux séances de la commission de réformes :

- commandant Baby Housseinou, directeur de l'Intendance ;
- Le capitaine Oumar ould Semany, chef du 1<sup>er</sup> bureau par intérim ;
- Le capitaine Ahmed ould M'Bareck, chef du 1<sup>er</sup> bureau Gendarmerie Nationale ou son représentant ;
- L'adjudant-chef Wade Hamady, chef section réforme aptitude et Sélection direction de la Santé.

ART. 3. - La commission de réforme se réunira aux lieux, dates et heures fixes par son président.

ART. 4. - Le chef d'Etat-Major National est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

#### ACTES REGLEMENTAIRES

*DÉCRET n° 041-91 du 22 mai 1991 portant ratification du contrat de financement signé le 11 avril 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'Investissement.*

ARTICLE UNIQUE. - Est ratifié le contrat de financement signé le 11 avril 1991 entre la République Islamique de Mauritanie et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Luxembourg, d'un montant de cinq millions d'écus (5 000 000) soit environ (500.000.000 FM) cinq cents millions d'ouguiyas destiné au projet d'exploitation de M'Haoudat.

#### ACTES DIVERS

*DÉCRET n° 91-086 du 20 mai 1991 portant nomination d'un ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie auprès du Royaume de Belgique.*

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Taki ould sihi, précédemment ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie à Pékin, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Islamique de Mauritanie auprès du Royaume de Belgique avec résidence à Bruxelles.

ART. 2. Le présent décret prend effet à compter du 15 janvier 1991.

#### Ministère de la Justice

#### ACTES DIVERS

*ARRETE n° R-053 du 28 avril 1991 fixant la liste des magistrats intermédiaires autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration du 06 avril au 06 juillet 1991.*

Les magistrats dont les noms suivent, sont autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration à Nouakchott, qui aura lieu pendant la période du 06 avril au 06 juillet 1991.

Noms et prénoms	promotions	fonction
- Elamine ould Bechir	1983	procureur général près la Cour d'Appel de Kiffa
- Aboubecrine ould Mohamedou	1983	président du tribunal de la moughataa de Tancheiket
- Ahmed El Hassen ould Cheikh	1983	président du tribunal de la moughataa d'El Mina
- Mohameden ould Chemad	1983	président de la chambre civile du tribunal régional de Nouadhibou
- Moctar Toulaye Ba	1983	procureur de la république près le tribunal régional du Brakna
- Mohamed Yahya ould Hamed	1983	assesseur au tribunal régional du Brakna
- Dine ould Mohamed Lemine	1983	président du tribunal de la moughataa de Dar Nadim
- Mohamed Aminou ould Mohamed El Hadi	1983	président du tribunal de la moughataa de Moudjeria
- Emameoullah ould Mohamed Lemine	1983	président du tribunal de la moughataa de Kaedi
- El Hadrami ould Cheikh Mohamed El Khaïr	1983	président du tribunal de la moughataa de Koundeid
- Eba ould Mohamed Mahmoud	1983	président du tribunal du travail de Nouadhibou
- Isselmou ould Mohamed El Moustapha	1983	président du tribunal de la moughataa de Gheriou
- Mohamed Lemine ould Cheikh ould Boye	1983	président du tribunal de la Moughataa de Tadjimane
- Mohamed Mahmoud ould Sid'Ahmed	1983	président de la chambre mixte du tribunal régional de l'Assaba
- Mohamed Abdellahi ould Boydaha	1983	président de la chambre civile du tribunal régional de l'Adrar
- Cheikhou ould Mohamed Vall ould Sidi	1983	président du tribunal de la Moughataa de Basaknou
- Mohamed Mahmoud ould Mohamed Abdellahi	1983	président du tribunal de la Moughataa d'Amour
- Chekroud ould Mohamed	1983	président de la chambre mixte du tribunal régional du Brakna
- Sidi Mohamed ould Baby	1983	juge d'instruction du tribunal régional de l'Assaba
- Mohamed El Moctar ould Mohamed	1983	président du tribunal de la Moughataa de Magta Lajjar
- Mohamedou ould Mohamedou	1983	conseiller à la Cour Suprême
- Mohamed Mahmoud ould Mohamed Mahmoud	1983	président du tribunal de la Moughataa de Kiffa
- Mohamed ould Mohameden Vall	1983	substitut du procureur général près la cour d'appel de Nouakchott
- Ahmedou ould Habib	1983	détaché au ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Linnam ould Teguedi	1983	directeur de l'Administration Penitentiaire
- Seyid ould Ghaylani	1983	directeur de la Législation
- Ahmed Mahmoud ould Cheikh	1983	inspecteur général - adjoint de l'Administration Judiciaire et Penitentiaire
- Hassene ould Sidi Mohamed	1983	inspecteur général - adjoint de l'Administration Judiciaire et Penitentiaire
- Kide Amadou Yero	1983	président du tribunal de la Moughataa de Bababe
- Ahmed Mahmoud ould Mohamed	1983	président de la chambre civile du tribunal régional du Tarza
- El Naitou ould Mohamed Mahmoud	1983	conseiller au ministère de la Justice
- Mohamed Abdelkader ould Mohamed Moussa	1983	juge d'instruction du 3 <sup>ème</sup> cabinet
- Elghary ould Mohamed Saleh	1983	président de la cour d'appel de Nouadhibou
- Ebad ould Cheikh Mohamed	1983	président du tribunal de la moughataa de Tercroga
- Ismail ould Sidi El Moctar	1983	substitut de l'avocat général près la Cour Suprême de Justice
- Mohamed Abderrahmane ould Abdyl	1983	procureur de la République près le tribunal régional de Nouakchott
- Sid'Ahmed Becaye ould Baba Ahmed	1983	procureur de la République près le tribunal régional de Nouadhibou
- Naji ould Mohamed Abdellahi	1983	substitut du procureur près la Cour Suprême
- Dab ould Abdel Kader	1983	substitut du procureur près la Cour Suprême
- Vachti ould Mohamed	1983	en service au ministère de la Justice
- Samira ould Cheikh Madoun	1983	président du tribunal de la Moughataa du Ksar
- Mohamed El Hadi ould Mohamed	1983	procureur de la République près le tribunal régional du Gorgol
- Mohamed ould M'Heizig	1983	juge d'instruction du 2 <sup>ème</sup> cabinet à la Cour Spéciale de Justice
- Boutta ould Bna	1983	assesseur à la chambre mixte
- Mohamed Mahmoud ould Sidiya	1983	président de la chambre mixte du tribunal du district de Nouakchott

ART 2. Le programme des matières comprend des leçons pratiques et théoriques et sera dispensé durant les trois mois de recyclage conformément aux indications ci-après :

*Le Tribunal Civil et Commercial*

- mode de saisine
- les audiences
- les jugements avant dire droit
- les exécutions des jugements en matière civile et commerciale
- les contraintes par corps en matière civile et commerciale

*Le Parquet de la République*

- les modes de poursuites : citation directe, flagrant délit, information, classement sans suite
- requisitoire introductif
- requisitoire supplétif
- requisitoire définitif de renvoi ou de renvoi partiel, de non lieu ou de non lieu partiel
- exécution des jugements en matière correctionnelle
- rôle de l'acré public et des affaires civiles.

*Le Tribunal Correctionnel*

- les modes de saisine
- les jugements avant dire droit
- les jugements de fond
- réduction des jugements
- appel des jugements correctionnels

*Le Juge d'Instruction*

- les modes de saisine
- les actes d'information (des expertises médicales et autres)
- les mandats
- les ordonnances du juge d'instruction
- appel des ordonnances du juge d'instruction

*La Cour Criminelle*

- procédure devant la cour criminelle

*Les voies de recours*

*Les procédures particulières*

- présentation du code des obligations et des contrats

- principe de base du droit de travail (réglement des litiges collectifs et individuels)
- notions générales sur la législation domaniale (procédure contentieuse)
- procédure judiciaire en matière de contrôle économique
- procédure judiciaire en matière de législation forestière
- procédure en matière administrative (le plein contentieux et les recours pour excès de pouvoir)
- notions générales de responsabilité en matière de droit maritime et aérien
- notions de droit pénal général
- étude de quelques infractions particulières en droit pénal spécial
- introduction à l'étude du droit commercial
- introduction à l'étude du droit international privé
- procédures contentieuses en matière de législation foncière et domaniale
- introduction à l'étude du droit international public (sources, principes)

ART 3. La représentation des intéressés reste à la charge de leur administration d'origine.

ART 4. Les appréciations et notes relatives aux comportements des intéressés et les résultats du recyclage seront adressés au Ministre de la Justice.

ART 5. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté de Paris du R 251 du 23 décembre 1980.

FAIT A DAKAR LE 15 JUIN 1991

*ARRÊTÉ n° 1694 du 15 juin 1991 portant la liste des magistrats internationaux arabes et participant au recyclage organisé au Tribunal National d'Administration.*

Les magistrats dont les noms suivent sont invités à participer au recyclage organisé à l'École Supérieure d'Administration à Nouakchott, qui aura lieu pendant la période du 2 juillet au 2 août 1991.

Noms et prénoms	promotion	fonction
Mohamed Yahyaould Hamed	1983	assesseur tribunal régional de Birkra
Ahmed El Hassenould Cheikh	1983	président tribunal municipal de Elmina
Mohamed Aminould Mohamed El Hadi	1983	président tribunal municipal de Aboudjeria
Mohamed Mahmoudould Sal'Ahmed	1983	président tribunal régional Kella
Mohamed Abdellahiould Baydaba	1983	président tribunal régional Nta
Issa Imouould Mohamed El Mostapha	1983	président tribunal municipal de Guelma
Dineould Mohamed El Fatic	1983	vice président conseil municipal
Emamould Bahould Mohamed Lemane	1983	président tribunal municipal de Fatic
Abdoul Azizould Abdoulkhou	1983	président tribunal municipal de Nouakchott



Noms et prénoms	Promotion	Fonction
Mohameden ould Chemad	1983	président tribunal régional Nouadhibou
Eba ould Mohamed Mahmoud	1983	président tribunal du travail de Nouadhibou
Cheikhna ould Mohamed Vall ould Sidi	1983	président tribunal Moughataa Bassiknou
Sidi Mohamed ould Baby	1983	juge d'instruction tribunal régional Kiffa
Moctar Toulaye Ba	1983	procureur république tribunal régional Aleg
Mohamed Lemine ould Cheikh	1983	président tribunal Moughataa Toujounine
Cheikrou ould Mohamed	1983	président chambre mixte tribunal régional Aleg
Elemine ould El Bechir	1983	procureur général Cour d'Appel Kiffa
Mohamed Mahmoud ould Mohamed Abdellahi	1983	président tribunal Moughataa Amourj
Mohamed El Moctar ould Mohamed	1983	président tribunal Moughataa Magta Lahjar
Mohamed Mahfoud ould Mohamed Mahmoud	1983	président tribunal Moughataa Kiffa
El Hadrami ould Cheikh Mohamed El Khadir	1983	président tribunal Moughataa Bouadeid
Mohameden ould Mohamedou	1983	conseiller Cour d'Appel Nouakchott
Mohamed Yahya ould Oumar	1984	président Cour d'Appel Nouakchott
Mohamed ould Ahmed Salem ould Eby	1984	substitut du procureur Nouakchott
Soufi N'Gaiya Ba	1984	substitut du procureur général Nouakchott
Mohamed Yahya ould Cheikh Mohamed Meur	1984	Ministère Justice
Abdel Aziz Sy	1984	détaché imam mosquée M'OI
Mohamed ould Mohamed Abderrahmane	1984	juge d'instruction 3 <sup>e</sup> cabinet

ART. 2. Le programme des matières comprend des leçons pratiques et théoriques et sera dispensé durant les trois périodes de recyclage, conformément aux indications ci-après citées.

*Le Tribunal Civil et Commercial*

- mode de saisine
- les audiences
- les jugements avant dire droit
- les exécutions des jugements en matière civile et commerciale
- les contraintes par corps en matière civile et commerciale
- les ordonnances de référé

*Le Parquet de la République*

- les modes de poursuites (citation directe, flagrant délit, information, classement sans suite)
- réquisitoire introductif
- réquisitoire supplétif
- réquisitoire définitif de renvoi ou de renvoi partiel, de non lieu, ou de non lieu partiel
- exécution des jugements en matière correctionnelle
- le ministère public et les affaires civiles

*Le Tribunal Correctionnel*

- les modes de saisine
- les jugements avant dire droit
- les jugements de fond
- rédaction des jugements
- appel des jugements correctionnels

*Le Juge d'Instruction*

- les modes de saisine
- les actes d'information (les expertises médicales et autres)
- les mandats
- les ordonnances du juge d'instruction
- appel des ordonnances du juge d'instruction

*La Cour Criminelle*

procédures devant la cour criminelle

*Les voies de recours*

*Les procédures particulières*

- présentation du code des obligations et des contrats
- principe de base du droit de travail (réglement litiges collectifs et individuels)
- notions générales sur la législation douanière (procédure contentieuse)
- procédure judiciaire en matière de contrôle économique
- procédure judiciaire en matière de législation forestière
- procédure en matière administrative (le plein contentieux et les recours pour excès de pouvoir)
- notions générales de responsabilité en matière de droit maritime et aérien
- notions de droit pénal général
- étude de quelques infractions particulières en droit pénal spécial
- introduction à l'étude du droit commercial
- introduction à l'étude du droit international privé
- procédures contentieuses en matière de législation foncière et domaniale
- introduction à l'étude du droit international public (sources traitées)

ART. 3. La rémunération des intéressés réside dans la charge de leur administration d'origine.

ART. 4. Les appréciations et notes relatives aux compétences des intéressés et les résultats du recyclage seront adressées au directeur du recyclage.

ART. 5. Les dispositions l'arrêté n° 25-1 du 23 décembre 1990 sont annulées.

ART. 6. Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

**DÉCRET n° 91-088 du 29 mai 1991 portant nomination de deux fonctionnaires au ministère de la Justice.**

ARTICLE UNIQUE - Les fonctionnaires dont les noms suivent, sont nommés au ministère de la Justice à compter du 24 octobre 1990.

#### Administration Judiciaire

- *Chef du service des Affaires Judiciaires* : Mohamed Mahmoud ould Cheikhna, greffier en chef, mte. 16 444Y.

direction de l'Administration Pénitentiaire

- *Chef de division de l'Exécution des Peines* : Mohamed El Hafidh ould Hababoullah, greffier en chef, mte. 31 773Q.

**DÉCRET n° 91-089 du 29 mai 1991 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de la Justice.**

ARTICLE UNIQUE - Les fonctionnaires dont les noms suivent, sont nommés au ministère de la Justice à compter du 14 février 1991.

#### Secrétariat général

- *Chef de division du Secrétariat Central* : Abderrahmane ould Cheikh Ahmed, greffier en chef, mte. 16 449D.

- *Chef de division du Matériel* : Diop Aboubacar, secrétaire des greffes et parquets, mte. 46 23811.

#### direction de l'Administration Judiciaire

- *Chef du service du Personnel* : Ely ould Mohammed Abderrahmane, greffier en chef, mte. 31 772J.

- *Chef du service des Affaires Judiciaires* : Ahmed ould Messaoud, greffier en chef, mte. 16 460Q.

- *Chef de division des Tribunaux* : Toussaint Ahmed Sid'Ahmed, secrétaire des Greffes et parquets, mte. 11 875C.

### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

**DÉCRET n° 91-092 du 5 juin 1991 portant création d'un groupement spécial de maintien de l'ordre et de compagnies régionales de maintien de l'ordre et fixant les indemnités allouées à certains responsables de ces formations.**

ARTICLE PREMIER. - Il est créé sur le territoire de la République Islamique de Mauritanie, un groupement spécial de maintien de l'ordre implanté à Nouakchott et des compagnies régionales de maintien de l'ordre implantées dans les chefs-lieux des wilayas.

#### TITRE I

##### LE GROUPEMENT SPÉCIAL DE MAINTIEN DE L'ORDRE

##### (GSMO)

ART. 2. - Le Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre (GSMO) est une réserve générale de police chargée du maintien et du rétablissement de l'ordre en tout point du territoire de la République Islamique de Mauritanie. Sa compétence recouvre toute l'escadron Interforce national.

ART. 3. - Le Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre est placé sous l'autorité du directeur général de la Sécurité Nationale. Le Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre ne peut être déplacé ou employé que sur ordre du ministre chargé de l'Intérieur.

ART. 4. - Le Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre est composé de :

- un commandant du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre ;
- un groupe de Commandants et des sections administratives et techniques dirigées par un Commandant de Groupe et Adjoint ;
- quatre compagnies de maintien de l'ordre dirigées, chacune par un Commandant de Compagnie.

Chaque compagnie comprend :

- Une section de commandement ;
- Une section de service général ;
- quatre sections de marche.

ART. 5. - Le Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre est dirigé par un cadre de police désigné sous le titre de commandant du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre. Il est nommé par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Il est assisté d'un commandant de Groupement adjoint nommé par arrêté du ministre chargé de l'Intérieur. Le commandant adjoint de groupement sous l'autorité directe du commandant du groupement Spécial de Maintien de l'Ordre, est chargé de la coordination entre les sections administratives et techniques et le groupement opérationnel il supplée et remplace le commandant du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre en cas d'absence ou d'empêchement provisoire.

Le commandant du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre et son adjoint perçoivent les mêmes indemnités de fonction allouées aux directeurs régionaux de la Sécurité Nationale.

ART 6. - Chaque compagnie est dirigée par un cadre de police désigné sous le titre de commandant de compagnie.

Le commandant de compagnie est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Intérieur. Il exerce ses attributions sous les ordres du commandant du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre. Les indemnités de fonction du commandant de compagnie sont alignées sur celles des commissaires de la sécurité publique.

Le commandant de Compagnie est assisté d'un adjoint qui est un cadre de police, aligné en matière d'indemnités de fonction, sur les chefs de services centraux.

ART 7. - Les sections du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre et des compagnies sont dirigées, chacune par un cadre de police désigné sous le titre de chef de section.

Les chefs de section sont alignés, en matière d'indemnités de fonction, sur les chefs de division des services centraux.

ART 8. - L'organisation et le fonctionnement du Groupement Spécial de maintien de l'Ordre seront définis par arrêté du ministre chargé de l'Intérieur.

## TITRE II

### LES COMPAGNIES REGIONALES DE MAINTIEN DE L'ORDRE

ART 9. - Les compagnies régionales de maintien de l'ordre sont des réserves générales de police chargées du maintien et du rétablissement de l'ordre dans chacune des wilayas où elles sont implantées.

ART 10. - Les compagnies régionales de maintien de l'ordre sont placées sous l'autorité des directeurs régionaux de Sécurité Nationale. Dans les circonstances exceptionnelles, les compagnies régionales de maintien de l'ordre pourront être déplacées et employées en tout autre point du territoire national. Ce déplacement sera subordonné à l'autorisation du ministre, de l'Intérieur.

ART 11. - Chaque compagnie comprend une section de commandement et une section de service général et quatre sections de marche.

ART 12. - Chaque compagnie est dirigée par un cadre de police désigné sous le titre de commandant de compagnie. Il est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Intérieur. Il exerce ses attributions sous les ordres du directeur régional de la Sécurité Nationale.

Il est aligné en matière d'indemnités de fonction, sur les commissaires de police de sécurité publique.

Le commandant de compagnie est assisté d'un adjoint, qui est un cadre de police, aligné, en matière d'indemnités de fonction, sur les chefs de services centraux.

ART 13. - Chaque section est dirigée par un cadre de la police désigné sous le titre de chef de section. Les chefs de sections sont alignés, en matière d'indemnités de fonction, sur les chefs de divisions des services centraux.

ART 14. - L'organisation et le fonctionnement des compagnies seront définis par arrêté du ministre chargé de l'Intérieur.

ART 15. - Le ministre chargé de l'Intérieur et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

## ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° 198 du 29 avril 1991 fixant la liste des candidates admises au concours de recrutement d'élèves inspectrices et agents de police saison 1991*

**ARTICLE PREMIER.** Les candidates dont les noms suivent sont déclarées admises au concours de recrutement d'élèves-inspectrices et agents de police session 1991 conformément à ce qui suit et suivant l'ordre de mérite :

N°	noms complets	lieu naissance	date naissance
----	------------------	-------------------	-------------------

*A - élèves-inspectrices option arabe*

8	Achetaou Elahbi	Akjoujt	1967
81	Fatimetou m/ Med. Sidi	Nouakchott	1968
291	Zehachou m/ Hamdinou	Atar	1970

*liste complémentaire*

234	Oum El Moumame m/ Saleh	Atar	1968
241	Oumoukeltouma m/ Rajel	Boutilimit	1966
65	Eunata Mm Med. Abdellahi	Akjoujt	1966
188	Meyna m/ O' Chekroud	Nouakchott	1969

*B - élèves-inspectrices option bilingue*

167	Tebghooha m/ Ethamine o/ Med. Nouakchott		1964
170	Eloua m/ O' Eloua	Nouakchott	1969

*C - élèves-agents option arabe*

666	Mamne Vall m/ Hedra	Mounguel	1969
746	Yelen m/ Semane	Akjoujt	1968
636	Martem m/ Seyedna Oumar	Atar	1967
576	Khadjetou m/ Merid	Nouakchott	1972
654	Krou m/ Med. o' Mah	Atar	1969
660	Messouding Briel	Tamchekett	1970
762	Zenebou m/ Abdel Kader	Chroguetta	1967
433	Martem Sid'Alamed	Atar	1966
507	Oum Fictana	Rosso	1966
615	Fatima m/ Brahim Khel	Mederdra	1966

N°	noms complets	lieu naissance	date naissance
----	------------------	-------------------	-------------------

*liste complémentaire*

726	Tislem m/ Ahmed Salem	Nouakchott	1970
571	Khadjetou m/ El Mostapha	Magda Ladjar	1970
736	Touta m/ Aloune	Mederdra	1970
461	Aicha m/ Mohamed	Nouakchott	1971
664	Soghra m/ Ely Salem	Wiel Naga	1969
716	Selenha m/ M'Barack	Mederdra	1969
751	Zahra m/ Zeinou	Boutilimit	1968
486	Aminetou m/ El Vali	Aleg	1970

**ART. 2.** - Le directeur général de la Sûreté Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° 211 du 9 mai 1991 portant intégration d'un ex-agent de police.**

**ARTICLE PREMIER.** Est intégré dans son corps d'origine l'ex-agent de police de 2<sup>e</sup> échelon indice 300 Ahmed ould Chein, matricule 51 034W.

**ART. 2.** - Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera notifié à l'intéressé.

**ARRÊTÉ n° 257 du 29 mai 1991 portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 031 du 26 janvier 1991 portant nomination de secrétaires généraux des communes.**

**ARTICLE UNIQUE.** - L'arrêté n° 031 du 26 janvier 1991 portant nomination des secrétaires généraux des communes est modifié ainsi qu'il suit :

wilaya du Guidimogha

*Au lieu de :* Abdellahi ould Sah Mohamed, redacteur d'administration générale

*Lire :* Mohamed El Morta ould Mohamed Abul Bari, attaché d'administration générale

Le reste sans changement

## Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

## ACTES REGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R-95 du 15 mai 1991 portant fermeture d'une zone de pêche.**

ARTICLE PREMIER. - La zone de pêche mentionnée à l'article 12 alinéa F du décret n° 89-100 du 26 juin 1989 portant règlement général d'application de l'ordonnance n° 88-144 du 30 octobre 1988 portant code des pêches maritimes est fermée au chalutage pour deux périodes allant du 1er au 30 juin et du 15 septembre au 15 novembre de l'année 1991.

Il s'agit de la zone à l'intérieur de la ligne reliant les points suivant :

20°	46 N	--	17°	03 W
19°	50 N	--	17°	03 W
19°	21 N	--	16°	45 W

ART. 2. - Pendant la période allant du 1er au 30 juin et du 1er au 30 septembre de l'année 1991, la pêche des poulpes aux pôts et autres pièges sera suspendue dans les zones où le chalutage de fond est interdit conformément à l'article 24 de l'ordonnance n° 88-144 portant code des pêches maritimes.

ART. 3. - Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le directeur de la Pêche Industrielle et le directeur de la Commande de Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° R - 85 du 30 avril 1991 déterminant la composition de la commission mixte chargée de la conclusion d'une convention collective maritime.**

ARTICLE PREMIER. - La commission mixte chargée de conclure une convention collective maritime est composée à parts égales, de cinq (5) représentants de la Fédération des Industries et armements de pêche (employeurs) et de cinq (5) représentants du Syndicat National des gens de mer (gens de mers).

## Représentants des employeurs :

1. Mr Mahfoudhould Ibrahim Tfeil
2. Mr Cheibanyould Mohamed Abdullah
3. Mr Doudou Fall Samba Pour
4. Mr Mohamed Mahmoudould Sadegh
5. Mr Mohamed Salemould Lahwel.

## Représentants des gens de mer

1. Mr Hannadyould Abdel Azizould Boutrigue
2. Mr Cheikhould Ahmed
3. Mr Namouould Mohamed
4. Mr Bouhould Bilal
5. Mr Sidi Salemould Limam

ART. 2. - La convention collective maritime citée à l'article 1er du présent arrêté devra comprendre des dispositions concernant les questions prévues à l'article 63 de la loi n° 63-023 du 23 janvier 1963 portant code du travail.

ART. 3. - Lors des négociations de la convention collective maritime, si les négociateurs n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une ou plusieurs dispositions à introduire dans la convention, le directeur maritime de Nouadhibou doit, à la demande de l'une des parties intervenir pour faciliter la réalisation d'un accord.

ART. 4. - La convention collective maritime fera l'objet d'un dépôt en triples exemplaires au greffe du Tribunal de Dakhlet Nouadhibou aux frais communs des signataires.

Le directeur maritime de Nouadhibou recevra deux exemplaires de la convention deux jours après son dépôt aux soins du greffe du Tribunal de Nouadhibou.

ART. 5. - Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## Ministère des Mines et de l'Industrie

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° R - 065 du 10 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de Yaourt à Nouakchott.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mahfoudould Saad est autorisé à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication de Yaourt à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 161 du 31 juillet 1985.

ART. 2. - Monsieur Mahfoudould Saad est tenu d'employer sept (7) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de l'unité, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3. - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

ART. 4. - Monsieur Mahfoud ould Saïd est tenu de se soumettre à tout contrôle exigé par le service du contrôle de l'Industrie.

Il est tenu, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

ART. 5. - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 066 du 10 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de bougies à Nouakchott.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur El Bou ould Cheikh est autorisé à compter de la date de signature du présent arrêté conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 à installer une unité de fabrication de bougies à Nouakchott.

ART. 2. - Monsieur El Bou ould Cheikh est tenu d'employer sept (7) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3. - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

ART. 4. - Monsieur El Bou ould Cheikh est tenu de se soumettre à tout contrôle exigé par le service du contrôle de l'Industrie.

Il est tenu, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

ART. 5. - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 008 du 10 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de sel gemme à Nouakchott.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed ould Abdallah est autorisé à compter de la date de signature du présent arrêté conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 à installer une unité de fabrication de sel gemme à Nouakchott.

ART. 2. - Monsieur Mohamed ould Abdallah est tenu d'employer quinze (15) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3. - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

ART. 4. - Monsieur Mohamed ould Abdallah est tenu de se soumettre à tout contrôle exigé par le service du contrôle de l'Industrie.

Il est tenu, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

ART. 5. - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 069 du 10 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une boulangerie à Kiffa.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Abdel Salam ould Mohamed Yahya est autorisé à installer dans un délai maximum de six (6) mois et sous réserve du respect de toutes les dispositions du présent arrêté et de celles de son annexe une boulangerie pour la fabrication de pains et des produits de la pâtisserie à Kiffa.

ART. 2. - Monsieur Abdel Salam ould Mohamed Yahya est tenu d'employer quinze (15) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de sa boulangerie, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3. - L'annexe jointe au présent arrêté en fait partie intégrante.

ART. 4. - Monsieur Abdel Salam ould Mohamed Yahya est tenu de se soumettre à toute visite ou inspection demandée par les services compétents de l'Industrie, du Travail et de la Santé.

ART. 5. - Outre les sanctions prévues dans le décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1984 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984, conformément aux dispositions du présent arrêté, compris son annexe entraîne le retrait de l'autorisation.

ART. 6. - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 075 du 23 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication d'eau de javel et vinaigre à Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Mohamed Yahya ould Abderrahmane est autorisé à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication d'eau de javel et vinaigre à Nouakchott, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985.

**ART. 2.** - Monsieur Mohamed Yahya ould Abderrahmane est tenu d'employer huit (8) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de l'unité, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

**ART. 3.** - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

**ART. 4.** - Monsieur Mohamed Yahya ould Abderrahmane est tenu de se soumettre à tout contrôle exigé par le service de contrôle de l'Industrie. Il est tenu, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

**ART. 5.** - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 078 du 27 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de produits cosmétiques à Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER.** - La Société El Mabrouka est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication de produits cosmétiques à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985.

**ART. 2.** - La Société El Mabrouka est tenue d'employer les travailleurs permanents.

A cet effet, elle doit présenter au ministre chargé de l'Industrie, dans les 3 mois après la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la caisse nationale de sécurité sociale attestant l'emploi de ces travailleurs. Faute de quoi, l'autorisation lui sera retirée.

La date de mise en exploitation sera celle de la signature du présent arrêté.

**ART. 3.** - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

**ART. 4.** - La Société El Mabrouka est tenue de se soumettre à tout contrôle exigé par le service de contrôle de l'Industrie. Elle est tenue, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

**ART. 5.** - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 081 du 28 avril 1991 portant autorisation d'installation d'une boulangerie à Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Moustapha ould Hamboub est autorisé à installer dans un délai maximum de six (6) mois et sous réserve du respect de toutes les dispositions du présent arrêté et de celle de son annexe une boulangerie pour la fabrication de pains et des produits de la pâtisserie à Nouakchott.

**ART. 2.** - Monsieur Moustapha ould Hamboub est tenu d'employer quinze (15) travailleurs permanents. A cet effet, il doit présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les trois mois à compter de la date de mise en exploitation de sa boulangerie, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

**ART. 3.** - L'annexe jointe au présent arrêté en fait partie intégrante.

**ART. 4.** - Monsieur Moustapha ould Hamboub est tenu de se soumettre à toute visite ou inspection exigée par le service de contrôle de l'Industrie, du travail et de la santé.

**ART. 5.** - Outre les sanctions prévues dans le décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984 le manquement aux dispositions du présent arrêté y compris son annexe entraîne le retrait de l'autorisation.

**ART. 6.** - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 082 du 28 avril 1991 portant autorisation de la Société Mauritanienne de Chaussures (SMC) à fabriquer certains produits.**

**ARTICLE PREMIER.** - La Société Mauritanienne de Chaussures (SMC) est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté à fabriquer des chaussures en cuir, toile et de sport conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985.

**ART. 2.** - La Société Mauritanienne de Chaussures (SMC) est tenue de se soumettre à tout contrôle exigé par le service de contrôle de l'Industrie. Elle est tenue, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22 janvier 1984.

**ART. 3.** - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° R - 99 du 29 mai 1991 portant autorisation de fabrication d'eau de javel, acide, produits d'entretien et des bouteilles en P.V.C. à Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER.** - Les établissements Ahmed ould Beddi sont autorisés à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication d'eau de javel, acide, produits d'entretien et des bouteilles en P.V.C. à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85.164 du 31 juillet 1985.

**ART. 2.** - Les établissements Ahmed ould Beddi sont tenus d'employer 12 travailleurs permanents. A cet effet, ils doivent présenter au ministre chargé de l'Industrie dans les 3 mois après la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la caisse nationale de sécurité sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi, l'autorisation leur sera retirée.

**ART. 3.** - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci-dessus doit être communiquée au ministre chargé de l'Industrie dès le démarrage du projet.

**ART. 4.** - Les établissements Ahmed ould Beddi sont tenus de se soumettre à tout contrôle exigé par le service de contrôle de l'Industrie. Ils sont tenus en outre de respecter les dispositions du décret n° 85.164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84.026 du 22 janvier 1984.

**ART. 5.** - Le secrétaire général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### Ministère de l'Équipement et des Transports

#### ACTES DIVERS

**DECRET n° 91-083 du 14 mai 1991 portant nomination d'un ingénieur au ministère de l'Équipement et des Transports.**

**ARTICLE UNIQUE.** - est nommé au ministère de l'Équipement et des Transports à compter du 23 janvier 1991 :

**CABINET DU MINISTRE**  
**Secrétariat général**

**Chef du Service de la Planification :** Monsieur Mohamed ould Ivoukou ould Brachim Vall, ingénieur matricule 465773, précédemment chef de division des Etudes au service de l'Habitat en remplacement de Monsieur Ahmedou ould Mohamed Mahmoud, ingénieur appelé à d'autres fonctions.

**DECRET n° 91-087 du 29 mai 1991 portant nomination de certains fonctionnaires en service au Ministère de l'Équipement et des Transports.**

**ARTICLE UNIQUE.** - Sont nommés au ministère de l'Équipement et des Transports à compter du 17 octobre 1990 :

#### Direction du Matériel et de l'Entretien Routier

##### SERVICE ADMINISTRATIF DIVISION ADMINISTRATIVE

**Chef de division :** Aïdara Mohamed Abderrahmane, ingénieur adjoint technique, matricule 4126011.

##### DIVISION DU PERSONNEL

**Chef de division :** Amadou Aly Wali, conducteur du genre civil et des techniques industrielles, matricule 139721.

#### DIRECTION DE LA TOPOGRAPHIE ET DE L'ARTOISE

##### SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE DIVISION DE LA GEODESIE

**Chef de division :** Harouta Manakou, conducteur du genre civil et des techniques industrielles, matricule 435408.

##### DIVISION DE LA PHOTOGRAMMETRIE

**Chef de division :** Bouharat ould Mohamed, conducteur du genre civil et des techniques industrielles, matricule 4126011.



## Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**DECRET n° 91-093 du 5 juin 1991 portant réglementation de l'importation, de la distribution et du stockage du riz.**

**ARTICLE PREMIER.** L'agrément à la qualité d'importateur de riz peut être accordé à toute personne physique ou morale établie en Mauritanie et remplissant les conditions ci-après énumérées :

- être en règle avec l'administration fiscale ;
- être détenteur de la carte Import - Export ;
- être éligible au crédit bancaire ;
- disposer d'un capital libéré ou dépôt de 25 millions d'O.M. attesté par une banque de la place ou d'un chèque d'affaires de 100 millions d'Ouguiya sur la base du dernier exercice.

**ART 2.** Les personnes physiques ou morales remplissant les conditions visées à l'article 1er et desirant exercer une activité d'importateur distributeur de riz doivent adresser au ministre chargé du commerce, un dossier comportant outre une demande d'agrément, les éléments suivants :

- L'engagement d'exercer régulièrement l'activité d'importateur de riz sans retrait conformément aux dispositions de l'article 9 du présent décret ;
- L'engagement de maintenir un stock de sécurité en application des dispositions du présent décret ;
- Le statut juridique dûment authentifié des personnes morales candidates à l'agrément ainsi que la liste nominative des personnes physiques qui participent à leur capital ;
- Le bilan du dernier exercice clos accompagné d'un quitus fiscal ;
- L'engagement d'ouvrir un entrepôt fictif spécifique pour le riz accompagné d'un récépissé de dépôt d'une demande en ce sens auprès de la Direction Générale des Douanes ;
- L'engagement de participer au groupement des importateurs de riz et de respecter ses règles.

Les demandes sont déposées au plus tard le 1er novembre de chaque année et les agréments sont accordés dans les dix (10) jours qui suivent. Toutefois pour l'année 1991 les demandes sont déposées à partir 1er janvier 1991.

**ART 3.** L'agrément est accordé par décision du ministre chargé du commerce après avis d'une commission consultative dont la composition sera fixée par arrêté du même ministre. Il peut être retiré dans les mêmes formes dans les cas suivants :

- Non respect d'une ou plusieurs des conditions visées aux articles 1 et 2 ;
- Non respect de la législation sur les mesures de protection phyllo-sanitaires ;
- Pratique de la fraude fiscale et douanière ;
- Absence d'un entrepôt fictif spécifique pour le riz.

**ART 4.** Les importateurs de riz s'organisent dans le cadre d'un groupement d'importateurs de riz (GIR) et ce dans le but d'optimiser les conditions d'achat, de transport et de stockage ;

Les modalités de fonctionnement du groupement (GIR) sont arrêtées par ses membres et transmises au ministre chargé du commerce pour approbation.

**ART 5.** Les membres des groupements (GIR) réunissent au plus tard le 15 novembre de chaque année pour procéder à la répartition du marché et autant de fois que l'exige l'exécution du programme d'importation.

**ART 6.** Les membres des groupements doivent importer des produits de qualité et faire jouer au mieux la concurrence internationale.

**ART 7.** Chaque importateur de riz est tenu de maintenir un stock de sécurité représentant 20% de sa part du marché. Ce stock sera régulièrement renouvelé pour préserver sa qualité.

**ART 8.** Le ministre chargé du commerce veille à l'approvisionnement par les importateurs de riz des zones enclavées.

**ART 9.** Les importateurs de riz qui desirant cesser leur activité doivent en aviser par écrit le ministre chargé du commerce et observer un préavis de trois (3) mois pendant lesquels ils continuent d'assumer les obligations relatives à l'importation du riz.

**ART 10.** L'agrément est réputé acquis à la date à laquelle l'importateur de riz a sa parution du présent décret.

**ART 11.** Le présent décret remplace et abroge toutes dispositions antérieures contraires.

**ART 12.** Le ministre du Commerce, le ministre des Finances, le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

## Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports

## ACTES REGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R - 094 du 13 mai 1991 portant homologation d'un diplôme national.**

**ARTICLE UNIQUE** - Le diplôme de brevet du 2ème cycle (section commerciale) de l'Ecole Nationale de Formation Administrative Commerciale et Sociale est équivalent au diplôme du cycle B de l'Ecole Nationale d'Administration.

**ARRÊTÉ n° 254 du 29 mai 1991 rapportant certaines dispositions des arrêtés R.218 du 3 mai 1982, R - 112 du 29 novembre 1983 et R - 153 du 2 octobre 1985 portant équivalences de diplômes.**

**ARTICLE PREMIER** - Conformément aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté n° R.052 du 25/3/90 portant équivalences de diplôme sont "équivalents aux titres requis pour l'accès aux corps des ingénieurs adjoints (section correspondante à la spécialité) les diplômes d'assistants d'ingénieurs délivrés par les techniciens de l'URSS".

**ART 2** - Sont rapportées toutes dispositions contraires au présent arrêté et particulièrement :

- L'article 8 de l'arrêté n° R.218 du 3/5/82
- L'article 1 de l'arrêté n° R.112 du 29/11/83
- L'article 3-1 de l'arrêté n° R.153 du 2/10/85.

Le reste sans changement.

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 163 du 9 avril 1991 portant nomination et titularisation d'un Ecrivain-Journaliste.**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Hamidou Kane, né en 1954 à Tekane (R'Kiz), Ecrivain - Journaliste auxiliaire depuis le 26 janvier 1984, titulaire des diplômes de BSA en science politique de l'université de Paris I, et de la maîtrise en sciences et techniques de l'information et de la communication de l'université de Bordeaux III en France, est à compter du 26 janvier 1984 du point de vue ancienneté et à compter du 9 février 1989 du point de vue salaire nommé et titularisé Ecrivain-Journaliste, 2ème classe, 1er échelon (indice 810) AC néant.

**ARRÊTÉ n° 165 du 9 avril 1991 portant nomination et titularisation d'un technicien supérieur de santé.**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Mohamed ould Mohamed Abderrahmane, infirmier diplômé d'Etat, 1ème classe, 2ème échelon (indice 720) depuis le 1er janvier 1987, titulaire du diplôme d'assistant en science de la santé (option pharmacie) de l'Institut intermédiaire médical de Damas en Syrie, est à compter du 27 septembre 1988, nommé et titularisé technicien supérieur de santé, 2ème classe, 3ème échelon (indice 720) AC néant.

**ARRÊTÉ n° 186 du 22 avril 1991 portant nomination et titularisation de certains élèves sortant de L'ENS (promotion 1990).**

**ARTICLE UNIQUE** - les élèves - fonctionnaires et les fonctionnaires - élèves dont les noms suivent, ayant satisfait aux épreuves du diplôme d'aptitude professionnelle d'étude secondaire de l'Ecole Nationale Supérieure sont nommés et titularisés professeurs de l'enseignement secondaire à compter du 19 juin 1990 du point de vue ancienneté et à compter du 23 septembre 1990 du point de vue salaire :

LES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU PREMIER DEGRE, INDICE 810, ANCIENNETÉ CONSERVEE NEANT.

Noms et Prénoms	date et lieu de naissance
Toumou mint Zeine	1966 à Tidjikja
Ould N'Dioubmane	
Haimed	1964 Beilla
Sidiya ould	
Bou Youssef	1965 Kaédi
Mohmed Abdellahi	
ould El Mostapha	1966 Aïoun
Mohmed El Mostar	
ould Ahmed Meouloud	20/9/1964 Tancheckett

Nom et Prénoms	Me	Ancienne Situation
----------------	----	--------------------

LES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU DEUXIEME DEGRE, INDICE 890, ANCIENNETÉ CONSERVEE NEANT

Khetar Mohamedou	84353	professeur adjoint, 4ème classe, indice 820 du 1/1/1985
Mostar Saleouf		
Mohamed Yellah	84329	professeur adjoint, 4ème classe, indice 820 du 1/1/1985
Ahmed Mohamed Val	85296	professeur adjoint, 4ème classe, indice 820 du 1/1/1985
Diop Danouda	84331	professeur adjoint, 4ème classe, indice 820 du 1/1/1985

LES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU TROISIEME DEGRE, INDICE 950, ANCIENNETÉ CONSERVEE NEANT

Sali Naji Mohamed	85280	professeur adjoint, 4ème classe, indice 900 du 20/7/1985
Mohamed el Baba	85210	professeur adjoint, 4ème classe, indice 900 du 1/7/1985

*ARRÊTÉ n° 191 du 28 avril 1991 portant nomination et titularisation d'un technicien supérieur de santé.*

ARTICLE UNIQUE - Monsieur Oumar Fall, infirmier diplômé d'Etat, 2<sup>ème</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon (indice 720) depuis le 6 août 1988, titulaire du diplôme de technicien supérieur de santé délivré par le ministère Algérien de la Santé (Direction de la Formation), est à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1988 nommé et titularisé technicien supérieur de santé, 2<sup>ème</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon (indice 720) AC néant.

*ARRÊTÉ n° 192 du 28 avril 1991 portant nomination et titularisation d'un ingénieur statisticien.*

ARTICLE UNIQUE - Monsieur Bâ Khalidou Samba, assistant des travaux statistiques, 2<sup>ème</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon (indice 810) depuis le 13 mai 1985, titulaire du diplôme d'ingénieur d'application des statistiques de l'Ecole Nationale de la Planification et de la statistique en Algérie, est à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985, nommé et titularisé ingénieur statisticien, 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 810) AC néant.

*ARRÊTÉ n° 195 du 28 avril 1991 mettant certains fonctionnaires à la retraite.*

ARTICLE UNIQUE - Les fonctionnaires dont les noms suivent atteints par la limite d'âge ou d'ancienneté de service sont à compter du 1<sup>er</sup> avril 1991, radiés des cadres et admis à faire valoir leurs droits à la pension de retraite conformément aux indications ci-après :

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

- Messoud ould Boulkheir, administrateur civil 60-61
- Mohamed ould Gaoud, rédacteur d'administration générale 61-43
- Fall Ahmed n°2, rédacteur d'administration générale 63-319

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE

- Sidou ould Diagouli, ouvrier spécialisé ;
- Dedah ould Ahmed Derguel, rédacteur d'administration générale 61-10

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

- Mohamed M'bareck ould Abderrahmane, professeur 61-313
- Mahfoud ould Ahmed, professeur 70-14

MINISTÈRE DES FINANCES

- N'Diaye Ibrahim, contrôleur du Trésor 65-137
- Fall Abdoulaye Samba Nour, agent technique 61-49

MINISTÈRE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

- Thiām Amadou, infirmier diplômé d'Etat 60-43
- Kouté Boubacar, infirmier diplômé d'Etat 61-64
- Diapana Oumar, infirmier médico-social, 66-17

*ARRÊTÉ n° 196 du 28 avril 1991 portant nomination et titularisation d'un administrateur civil.*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Zeidane ould Moulaye Zein, né en 1955 à Atar recruté à l'ENSA en qualité de professeur auxiliaire depuis le 7 mai 1984 titulaire de l'attestation de diplôme du cycle supérieur de l'ENSA de Rabat au Maroc, est à compter du 24 février 1987 du point de vue ancienneté et à compter du 21 octobre 1988 du point de vue salaire, nommé et titularisé administrateur civil, 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 760) AC néant.

ART.2. - Une bonification de cent (100) points d'indice est accordée à l'intéressé.

*DECISION n° 0391 du 4 mai 1991 portant cessation de fonction pour cause de décès d'un agent auxiliaire.*

ARTICLE PREMIER - Est constatée à compter du 2 août 1990, la cessation de fonction pour cause de décès du feu Diallo Amadou Saidou maître cuisinier auxiliaire, 1<sup>er</sup> groupe, 7<sup>ème</sup> échelon, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1985 en service au ministère de la Santé et des Affaires Sociales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1966.

ART.2. - L'intéressé aura droit à une indemnité de départ à la retraite calculée en fonction de l'indemnité de licenciement égale à :

- 25% pour la période allant du 1-1-66 au 1-1-71
- 30% pour la période allant du 2-1-71 au 2-1-76
- 50% pour la période allant du 3-1-76 au 3-1-81
- 75% pour la période allant du 4-1-81 au 2-8-90

*ARRÊTÉ n° 208 du 6 mai 1991 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.*

ARTICLE UNIQUE - Monsieur Mohamed Salem ould Takioullah, né en 1960 à Boutlimatt, de nationalité mauritanienne, titulaire du diplôme d'ingénieur d'Etat en Génie Civil de l'Institut Polytechnique de Krasnodar en URSS, est à compter du 27 mars 1984 nommé et titularisé ingénieur principal de génie civil et techniques industrielles, 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, (indice 900) AC néant.

*ARRÊTÉ n° 209 du 6 mai 1991 portant réintégration d'un ancien fonctionnaire.*

ARTICLE UNIQUE - Monsieur Mohamed Lemine ould El Mamy, secrétaire des affaires étrangères (corps diplomatique), 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 760) depuis le 1<sup>er</sup> Août 1984, démissionnaire de son emploi depuis le 24 avril 1988, est à compter du 24 avril 1991 réintégré dans son corps d'origine.

**DECRET n° 91 - 084 du 14 mai 1991 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports.**

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés, au ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports à compter du 9 janvier 1991 :

- *directeur des Sports et de l'Éducation Physique* : Monsieur Larabass ould Malick, Professeur d'éducation physique et sportive;
- *Chef du service des Archives* : Madame Mariém mint Ahmed, Professeur licencié auxiliaire.

**ARRÊTÉ n° 226 du 18 mai 1991 portant réintégration d'un fonctionnaire.**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Mohamed ould Mohamed Saleh, docteur en médecine, démissionnaire de son emploi depuis le 11 avril 1987, est à compter du 19 décembre 1990 réintégré dans son corps d'origine.

**ARRÊTÉ n° 234 du 22 mai 1991 portant nomination du président du comité national provisoire chargé de gérer et développer le foot - ball**

**ARTICLE PREMIER** - Est nommé à compter du 16 mai 1991, président de la Fédération de Foot - ball Monsieur Cheikha ould Boydiya, en remplacement de Monsieur Abderrahmane ould Boubou, démissionnaire.

**ART. 2.** - Le secrétaire Général du ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRÊTÉ n° 236 du 22 mai 1991 portant licenciement d'un fonctionnaire**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Moulaye ould Abderrahmane, contrôleur du Trésor, est à compter du 1er octobre 1990 licencié de son emploi à l'issue de la disponibilité, d'un an pour convenances personnelles, accordée par arrêté n° 448 du 2 juillet 1990.

**ARRÊTÉ n° 237 du 22 mai 1991 constatant la cessation de fonction pour cause de décès d'un professeur de collège.**

**ARTICLE PREMIER** - Est constatée à compter du 29 octobre 1990 la cessation définitive de fonction pour cause de décès du feu Ahmed Salem ould Boba, professeur de collège, précédemment en service au ministère de l'Éducation Nationale.

**ARRÊTÉ n° 238 du 22 mai 1991 portant licenciement d'un fonctionnaire.**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Sy Alioune Badara, ingénieur adjoint de l'Économie Rurale, est à compter du 1er août 1978 licencié de son emploi à l'issue de la disponibilité de deux ans accordée par arrêté n° 442 du 20 septembre 1976 et 394 du 2 septembre 1977.

**ARRÊTÉ n° 239 du 22 mai 1991 portant nomination et titularisation d'un adjoint en médecine.**

**ARTICLE UNIQUE** - Madame Simma Boly, née en 1951 à Nema de nationalité mauritanienne, recrutée et affectée au ministère de la Santé et des Affaires Sociales en qualité d'infirmière auxiliaire depuis le 2 avril 1982, titulaire de l'attestation de l'institut de pédiatrie de Leningrad (URSS), est à compter de la même date du point de vue ancienneté et à compter du 25 mars 1990 du point de vue rémunération nommée et titularisée adjoint en médecine, 2ème classe, 1er échelon (indice 620) AT neant.

**ARRÊTÉ n° 248 du 29 mai 1991 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Abba ould El Agha ould Chmoua, né en 1960 à Nda - Moudana (R'K'1) docteur auxiliaire depuis le 1er décembre 1988, titulaire de l'attestation de diplôme de docteur en médecine de l'institut national d'enseignement supérieur en science médicales de constantine en Algérie, est à compter du 1er décembre 1988 du point de vue ancienneté et à compter du 25 mars 1990 du point de vue salaire nommé et titularisé docteur en médecine, 2ème classe, 1er échelon (indice 800) AT neant.

**ARRÊTÉ n° 255 du 29 mai 1991 portant nomination et titularisation d'un médecin**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Dango Waqet Mamadou, né en 1959 à Kaédi, docteur en médecine auxiliaire depuis le 30 septembre 1986, titulaire du diplôme de docteur en médecine de l'institut d'études de médecine de Zaporozhe (URSS) est à compter du 30 septembre 1986 du point de vue ancienneté et à compter du 25 mars 1990 du point de vue salaire nommé et titularisé médecin, 2ème classe, 1er échelon (indice 810) AT neant.

**ARRÊTÉ n° 256 du 29 mai 1991 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire**

**ARTICLE UNIQUE** - Monsieur Ahmed ould El Bar, professeur licencié stagiaire (indice 810) depuis le 1er octobre 1986, est à compter du 1er octobre 1986 titularisé professeur licencié 1er échelon (indice 810) AT neant.

### Ministère du Développement Rural

#### ACTES DIVERS

*DECRET n° 91-091 du 5 juin 1991 modifiant l'article 1er du décret n° 89-077 du 30 mai 1989 portant nomination du président et des membres du conseil d'Administration de l'Ecole Nationale de la Formation et de la Vulgarisation Agricoles de Kaédi*

**ARTICLE PREMIER** - Les dispositions de l'article 1er du décret n° 89-077 du 30-5-1989 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricoles de Kaédi sont modifiées ainsi qu'il suit :

*Article 1er (nouveau)* - Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricoles de Kaédi pour une durée de 3 ans :

- Dr Mohamed El Moctar ould Moustapha, directeur de l'Elevage ;

- Mohamed Abderrahmane ould Saibott, directeur général de la Société Nationale pour le Développement Rural ;

- Yahya ould M'Khaitir, directeur de l'Agriculture ;

- Sidi ould Smail, directeur du Centre National de Recherche Agronomique et du Développement Agricole ;

- Becaye ould Abidine, Représentant des élèves ;

- Mohamed Vall ould Ahmed youra, Wati Mougaïd chargé des affaires administratives, représentant de la Wilaya du Gorgol.

Le reste sans changement

**ART 2.** - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n° 89-077 du 30-5-1989

**ART 3.** - Le ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret

### Ministère de l'Information

#### ACTES DIVERS

*DECRET n° 91-085 du 14 mai 1991 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de l'Information*

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés, au ministère de l'Information :

#### CABINET DU MINISTRE

- *Conseiller technique* : Monsieur Mohamed Salem ould Bouke, Ecrivain-Journaliste ;
- *Contrôleur administratif* : Monsieur Medellah ould Bellal, Ecrivain-Journaliste ;
- *Attaché de cabinet* : Monsieur Mohamed Yewgui ould Cheikh, Economiste ;
- *Chef service de la Traduction* : Monsieur Mohamed Abdellahi ould Ahmed, Professeur.

#### DIRECTION DU CINÉMA

- *Directeur* : Monsieur Diabira Bakary, Ecrivain-Journaliste
- *Chef du service de la Publicité* : Monsieur Ba Mamadou, Ecrivain-Journaliste.

#### DIRECTION DE L'ÉDUCATION

*Chef du service des Etudes et de la Planification* : Monsieur Ahmedou ould El Khal, Agent auxiliaire

#### DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES

- *Chef du service de la Presse Etrangère* : Monsieur Cheikhna ould Ahmed, Reporter Journaliste

#### ETABLISSEMENTS SCOLAIRES IMPRIMERIE NATIONALE

- *Directeur Général* : Monsieur Bâ Abdoul Fetah, Ingénieur Informaticien.
- *Directeur Général Adjoint* : Monsieur Taleb ould Jiddou, Ecrivain-Journaliste